



PRÉFET DE LA CÔTE-D'OR

ARRETE PREFECTORAL

PORTANT MISE EN DEMEURE

SPTP

Commune de Saint Usage

Le préfet de la région Bourgogne
préfet de la Côte-d'Or
Chevalier de la Légion d'honneur
Officier de l'ordre national du Mérite

- VU le Code de l'Environnement et notamment ses articles L.171-1 à L.171-12, L.541-2 et L.541-3, L.557-28 et R.512-33,

- VU le titre premier de la partie réglementaire du Livre V du Code de l'Environnement,

- VU l'arrêté préfectoral du 01 septembre 1988 autorisant la société SPTP, dont le siège social est situé 16 rue du canal 21170 Saint Usage, à exploiter les installations de son établissement à la même adresse,

- VU l'arrêté préfectoral du 24 juillet 2008 portant prescriptions complémentaires de mesures d'urgence,

- VU le rapport de Madame la Directrice Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement Région Bourgogne, en date du 14 mai 2014,

- CONSIDERANT que l'exploitant ne respecte pas les exigences des articles suivants du Code de l'environnement :

- L.557-28 (suivi en service d'équipements sous pression) ;
- R.512-33 (information du préfet des changements et modifications),

- CONSIDERANT que l'exploitant ne respecte pas les exigences des articles suivants de l'arrêté préfectoral d'autorisation précité :

- 4.1 Prescriptions générales ;
- 4.4 Règles d'exploitation ;
- 6.4.2 Elimination des déchets ;
- 10 de l'arrêté type de la rubrique n°81 annexé à l'arrêté préfectoral,

- CONSIDERANT que l'exploitant ne respecte pas les exigences de l'article suivant de l'arrêté préfectoral de mesures d'urgence précité :

- 1.4 (repérage, identification et dégagement de part et d'autre de la canalisation de gaz naturel)

- CONSIDERANT que lorsque des déchets ne sont pas gérés, le préfet peut mettre le détenteur en demeure d'effectuer les opérations nécessaires, en application de l'article L.541-3,

- CONSIDERANT que le non-respect des dispositions de suivi en service des équipements sous pression peut entraîner des risques pour les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du Code de l'environnement,

- CONSIDERANT qu'en cas d'inobservations des prescriptions applicables en vertu du Code de l'environnement, le préfet peut mettre en demeure l'exploitant de satisfaire aux obligations qui lui incombent, en application de l'article L.171-8,
- CONSIDERANT que l'envol de poussières peut présenter des inconvénients pour les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du Code de l'environnement,
- CONSIDERANT que le mauvais état de propreté des installations peut entraîner des risques d'incendie ou de propagation d'incendie,
- CONSIDERANT que la non-protection de la canalisation de gaz peut présenter des risques d'explosion,
- SUR proposition de la Secrétaire Générale de la Préfecture de la Côte d'Or,

ARRETE

ARTICLE 1er -

En application de l'article L.514-1 du Code de l'environnement, la société SPTP, dont le siège social est situé 16 rue du canal 21170 Saint Usage, est mise en demeure, pour son établissement sis à la même adresse, de respecter sous 3 mois les exigences de :

- l'article L.557-28 du Code de l'environnement ;
- l'article R.512-33 du Code de l'environnement ;
- l'article 4.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 1^{er} septembre 1988 ;
- l'article 4.4 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 1^{er} septembre 1988 ;
- l'article 6.4.2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 1^{er} septembre 1988 ;
- l'article 10 de l'arrêté type de la rubrique n°81 annexé à l'arrêté préfectoral d'autorisation du 1^{er} septembre 1988.

La société SPTP est mise en demeure de respecter, sous 15 jours, les exigences de l'article 1-4 de l'arrêté préfectoral de mesures d'urgence du 24 juillet 2008.

ARTICLE 2 - Délai et voie de recours (Articles L 514-6 et R 514-3-1 du Code de l'environnement) :

La présente décision peut être déférée au Tribunal Administratif de Dijon – 22 rue d'Assas – 21000 Dijon. Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant, il commence à courir du jour où la présente décision leur a été notifiée. Les tiers disposent d'un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage du présent acte.

ARTICLE 3 -

La Secrétaire Général de la Préfecture de la Côte d'Or, le Sous-Préfet de Beaune, le Maire de Saint-Usage, la Directrice Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement Région Bourgogne et le Directeur de l'établissement SPTP sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution des dispositions du présent arrêté dont une copie sera notifiée à :

- Mme la Directrice Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement, (2 exemplaires)
- Mme le Sous-Préfet de Beaune,
- M. le Directeur des Services d'Archives Départementales,
- M. le Maire de Saint USAGE,
- M. le Directeur de la société SPTP.

FAIT à DIJON, le 25 JUIN 2014
Le PRÉFET,
pour le préfet et par délégation
La Secrétaire Générale

Marie-Hélène VALENTE